

Woolst.

Section A.

1^{re} Année.

Organisation administrative	5
Matières administratives	6
Finances	4 1/2
Législation civile comparée	4 1/2
Economie politique	3 1/2

II^e Année.

Organisation administrative	5
Matières administratives	5
Finances	5 1/4
Histoire constitutionnelle (Cours)	5 1/4
- id - - id - (Conf)	5
Histoire parlementaire	5 1/2
Allemand	3

Circaux

Pour M ^r Ribot	4 1/2
Pour M ^r de Foville	5 1/2

Compositions.

Pour M ^r Adie	4
Pour M ^r de Foville	4 3/4

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varasseur de Siercourt

M

Morlot

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Varasseur de Siercourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Alex

M

Merlot

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

Parfait 6

OBSERVATIONS

L. L.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alex Merlot

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Tenances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Forville

M. *Morlot* élève de *1^{re}* année.

NOTE : *4 1/2*

OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. de Forville

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 188*2*

MATÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation civile comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Glisson

M

Morlot

élève de *2.^e* année.

NOTE : *4.5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Dunoyer

M

Morlot

élève de *2^e* année.

NOTE :

3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Dunoyer

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varanneur de Préaux

M. Worlos élève de 2^e année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Varanneur de Préaux

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Alex

M

Morlot

élève de *2^e* année.

NOTE :

Bien

OBSERVATIONS

*Le souvenir de l'examen en
son affaire, mais le candidat fait très bien
les principes, - fait de a la fois un argument
et l'importance de l'activité politique*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Robert May

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Forville

M

Morlot

élève de *2^e* année.

NOTE : *5 $\frac{1}{4}$*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

de Forville

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bonting

M Morlot élève de 2^e année.

NOTE : 5.25

OBSERVATIONS

Sur le Parlement 5/6
Le régime parlementaire sous la monarchie de Juillet 1/2
Le Sénat des États-Unis (compensation législative) 3/4

1875 5/5

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Bonting

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Vergniaud

M *Morlot* élève de *2^e* année.

NOTE :

Bien = 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Bien

M. Vergniaud

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire parlementaire

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Charrier

M

Morlot

élève de *2^e* année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Francis Charrier

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Allemand

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Esler

M. Morlot élève de 2^e année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

traduit avec quelque peine en français ; possède assez bien les règles de la grammaire ; fait quelques erreurs.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Esler

Pour M. Alix

Mosloz Angles

Le service
communal
in 1894

Instructions du préfet au
maire de la commune B.

Monsieur le Maire

Mai, J'ai l'honneur de vous envoyer
les instructions nécessaires pour
l'organisation des services de la
nouvelle commune, à la tête de
laquelle vous venez d'être appelé.
Par le Conseil municipal remplaçant
la commission syndicale.

En ce qui concerne la propriété
communale, la commune B est
devoue propriétaire de tous les
biens communaux affectés à un
service public se trouvant sur
son territoire, notamment de
Bzlin. Comme ce partage des
biens constitue un grave préjudice
au déclin de la commune A
il y aura lieu de donner à cette commune une
indemnité qui sera réglée à l'amiable
entre les deux municipalités. Dans
ce cas où une entente ne pourrait
se réaliser à cet égard, il appartiendrait
à l'autorité supérieure d'intervenir.
D'autre part comme plusieurs biens
appartenant en propre à la section
qui vient d'être créée en commune
sont situés sur le territoire de la
commune de Mosloz, il vous
est dû de ce chef, une indemnité
dont le chiffre pourra être en

pourra Tabler plus tard : Ces revenus
subventionnés aux dépenses de ces
services les rendent que les lui
met au service des communes
sont les suivantes

1^o le revenu de tous les biens
du domaine privé dont les habitants
n'ont pas la jouissance ou nature
c.à.d. les biens patrimoniaux de
la commune.

2^o le produit des centimes additionnels
fixés par le loi de finane.

3^o 8 centimes affectés aux
communes sur le principal des
portent

4^o le produit des droits de place, de
permis de stationnement, de tous les
peages communaux et des concessions
dans les cimetières de.

5^o Des produits de l'octroi.
L'établissement d'un octroi dans une
ville a été autorisé par décret ou
Conseil d'Etat sur la demande
du Conseil municipal.

6^o les taxes assimilées aux coupes
directes et perçues au profit de la
commune comme la taxe des
chiens, la taxe de passage etc.

~~7^o 0.08 additionnels aux quatre
seigneurs pour le service de l'administration~~

8^o 0.08 additionnels aux quatre
contributions pour le service
de l'instruction primaire.

9^o Les ressources sont insuffisantes
la commune pourra recourir
à des produits extraordinaires
ces produits sont :

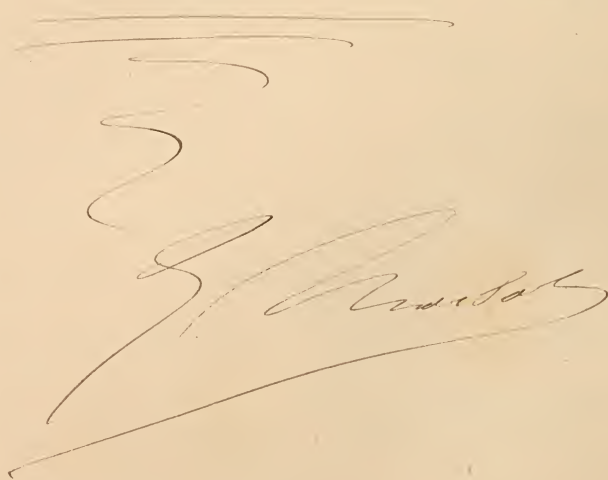
1^o Des continuer extraordinaires
dans la limite fixée par le Conseil
général

2^o Allocation des biens communaux
à toutes villes qui ont un ou de
100 000 fr. si l'allocation
dépasse 9000 elle doit être
approuvée par décret

3^o les devis et legs qui peuvent
être faits à la commune. S'il
n'y a ni charge, ni reconnaissance
de la famille, le conseil peut
les accepter.

4^o les produits provenant d'une
coupe extraordinaire de bois: pour
laquelle devra intervenir un
décret.

5^o Enfin le produit des emprunts
que la commune pourra faire.
Comme la commune n'a pas 100 000
de revenus, le conseil pourra
délibérer sur l'emprunt pourvu
qu'il soit remboursable en 12 ans.



Pour l'argent nécessaire
à la construction des écoles, si votre
commune n'a pas les ressources
nécessaires, elle pourra contracter
un emprunt. La commune n'ayant
pas 100 000 de revenus, le conseil
pourra délibérer réglementairement
sur cet emprunt, pourvu qu'il
soit remboursable en moins de
12 ans. Il n'y aura plus lieu de
tenir compte de cette délibération
des prescriptions relatives à l'adoption
des plus importants, qui viennent
d'être abrogés par une loi récente.

En ce qui regarde le culte
votre section a comparé avec celle
l'Eglise, le protestant et son fondin.
vous n'avez donc de ce chef
qu'un subvention aux insuffisances
des ressources de la paroisse. Comme
l'Eglise pour votre commune
avec l'ancien commune, la
charge ou résultat sera supportée
comme il suit : les frais relatifs
au culte seront répartis proportionnelle-
ment à la part de chacun dans
l'impôt mobilier, les frais de
graves séparations seront supportés
par chacun au prorata des produits
de l'impôt foncier et de l'impôt
mobilier.

Pour servir également servir
un cimetière. Il est offert la
commune pourra acquiescer un
terrain sans autre autorisation
que celle de la déclaration de
l'Etat. Mais ce terrain devra
être situé à 28 ou 30 m de l'église.

Monsieur le Secrétaire

J'ai l'honneur de
vous écrire pour vous prier
de vouloir bien me saigner
de la liste des candidats
à l'examen de première
année.

Obligé de partir, il y
a une dizaine de jours,
j'espérais pouvoir rentrer
à Paris pour l'époque
fixée pour les examens.
Mais un événement est
survenu douloureux qui m'empêche
l'opposer à tout retour immédiat.

Je vous prie d'en
me plus me comptes un
nombre des candidats. J'attends
vrai pour savoir mon
preuve soit le mien de
nouveau, soit l'examen
définitif.

Je vous demande
pardon de vous avoir
si tard, mais jusqu'au
dernier moment, j'espérais
pouvoir faire.

Agreez, Monsieur le
Secrétaire, l'assurance
de mon entière sympathie
et de ma parfaite considération
G. Morlot

Cherbourg, 17 juin 1881

G. Mouton

Com. M. de T. ovilla

Pour M.^r J. D. P. ville

J. Molot

15 4 3/4

M. Molot sait ce qu'il a à
expliquer; mais son travail
manque un peu de précision
et la forme n'en est pas
impeccable.

Crédits budgétaires - Crédits extra-
budgétaires - Nomenclature des services
votés - Mesures prises ou à prendre
pour combattre l'abus des
crédits extraordinaires.

Le budget présenté annuellement
aux Chambres, commence par une
loi qui en quatre articles autorise
les 4 milliards de dépense faite pour
les divers services publics. Mais le
vote de la loi de finances présente
ceci de particulier, qu'on ne vote sur
chaque un de ces 4 articles, qui l'après
en avoir voté le détail chapitre par
chapitre. C'est un vote qui résume
tout le reste. Voici comment le
budget est divisé:

1^o le budget ordinaire, auquel il
est pourvu par les ressources ordinaires,
du budget c. a. d. les revenus domaniaux
et les impôts de toute nature.

2^o le budget extraordinaire, autorisant
les dépenses qui ont un caractère accidentel
et non permanent et que leur importance
ne permet pas de solder avec les ressources
ordinaires. Jusqu'à présent on a
pourvu à ces dépenses à l'aide de
l'emprunt de projet de 1887 à l'aide
d'autres ressources, d'abord l'excédant
des ressources ordinaires puis le
remboursement par anticipation de
25 millions avancés par l'Etat
à la C^{ie} d'Orléans à titre de
garantie d'intérêt,

1° le Budget des ressources spéciales comprenant toutes les dépenses auxquelles il est pourvu par les ressources qui y sont spécialement affectées, notamment les Budgets communaux qui y sont portés en dépense et en recette

2° les Budgets annexes rattachés pour ordre au budget de l'Etat. Ce sont les Budgets de certains services publics qui ne figurent pas au Budget général. Ce sont

1° l'imprimerie nationale. Budget rattaché à celui de la Justice

2° la Légion d'honneur - Budget rattaché aussi à celui de la Justice

3° les médailles et médailles, être rattaché aux finances

4° l'école centrale des arts et manufactures rattachée à l'Agriculture

5° La Caisse des invalides de la marine Budget rattaché à celui de la marine

6° les Chemins de fer de l'Etat, annexés depuis cette année au Budget des Travaux publics.

Le budget se divise en 4 sections

1° Service de la dette publique
dotations et dépenses des pouvoirs législatifs

2° Services généraux des ministères
Personnel, matériel et dépenses diverses

3° Trésor d'exploitation et de perception des revenus publics

4° Restitutions, remboursements, primes et non valeurs.

ordinaire
=

Chacun de ces sections est divisée en un certain nombre de chapitres. Chaque chapitre autorise une dépense pour un service déterminé: l'importance de cette dépense varie beaucoup naturellement selon le service. Le chapitre du 1^{er} par exemple ouvre un crédit de 869 millions et certains chapitres montent à quelques mille francs seulement. En tout il y a plus de 500 chapitres au budget de 1882.

Chaque chapitre est divisé en articles et l'article 1^{er} se divise en paragraphes, mais il n'y a que le vote par chapitre qui oblige le gouvernement. Des versements entre articles sont parfaitement réguliers.

Voici donc le budget voté chapitre par chapitre: pendant le cours de l'exécution le ministre pourra puiser le crédit ouvert mais ne pourra pas le dépenser. On devrait pouvoir subvenir aux besoins de tous les services avec ces crédits portés au budget. Mais il n'en est pas ainsi: surviennent souvent des événements imprévus ou mal prévus qui forcent le gouvernement à modifier le budget en cours. Ce sont ces modifications que nous allons maintenant examiner.

Dans l'histoire de nos budgets on trouve trois espèces de modifications apportées soit après coup au

au budget voté. Ce sont les crédits
complémentaires, supplémentaires
et extraordinaires.

Les crédits extraordinaires sont
ceux qui ont pour objet une dépense
commandée par un événement
urgent et imprévu, ou la création
d'un service nouveau ou l'accroissement
d'un service, pour lequel il y a un
crédit, mais au delà des sommes
pour lesquels on avait voté ce crédit.
C'est la définition qui se trouve
dans la loi de décembre 1879 et
que le ministre de l'intérieur M.
Ducatel avait déjà donnée en 1854.

Les crédits supplémentaires sont
ceux destinés à pourvoir à l'insuffisance
d'un crédit déjà ouvert, sans que
le service soit d'ailleurs au lieu
modifié.

Les crédits complémentaires sont
de véritables crédits supplémentaires
qu'on a fait régulariser par
les Chambres en temps utile et
qui apparaissent pour la première
fois au Parlement dans les loi
des comptes. Le Parlement les régularise
alors et couvre par son vote la
responsabilité du ministre.

Pour ces crédits, ont un inconvénient
majeur : ils déforment l'équilibre
du budget. En effet la dépense
n'aurait pas été prévue s'il y a
pour y pourvoir que l'excédant
des rendements ordinaires et lorsque
cet excédant se trouve dépassé la
qui est le fait ordinaire du budget.

voté en excédant se soldé en déficit

Sous la Restauration, en 1817
on permit d'ouvrir des crédits extraordinaires
par simple ordonnance, pourvu
qu'à la session suivante l'ordonnance
fut ratifiée par une loi. Mais cela
n'avait pas grande importance
les ministres pouvant faire tous
les versements. Mais en 1827 on
apporta une limitation on décida
qu'on ne pouvait plus pourvoir
aux insuffisances des crédits de certains
services déterminés, par des versements,
qu'il faudrait ouvrir un crédit supplé-
mentaire par ordonnance et qu'on
les liquiderait comme crédits
complémentaires.

En 1831 on vota le budget
par chapitres: il est bien évident que
ce vote eut été inefficace si le gouver-
nement pu faire des versements entre
chapitres, et ouvrir des crédits par
simple ordonnance. On lui défendit
les deux choses: désormais pour
ouvrir un crédit supplémentaire
il fallait une loi. Ce système était
un grand pas pour le gouvernement
qui venait se voir cerner de toutes parts
des crédits aux Chambres qui d'ailleurs
l'accorderaient toujours. A un le-
mal des crédits extra budgétaires on
ajouta que c'était. En 1834 on revint
sur ce système et une loi décida
que le roi pourrait ouvrir par simple
ordonnance des crédits supplémentaires
pour les services, pour lesquels il
n'aurait déjà un crédit. C'est ce

que le ministre appelait un service
voté. Pour qu'il n'y eût pas
d'équivoque sur les services votés,
la loi les énumérait. C'était
un système opposé à la
Belgique: pendant qu'on était
en train d'opposer ou avant
ou pendant et pendant les explications
belge de crédits limitatifs, et de
crédits non limitatifs qui ont sur
les autres l'avantage de ne pas
laisser subsister d'équivoque.

non; les Belges
qui ont limité le système
français, avec un
mot malin.

D'ailleurs cela n'empêcha pas
ces crédits de laisser chaque année
un déficit dans le budget. On eut
beaucoup de remède en obligeant
d'indiquer le service sur lequel on
prendrait l'argent. Toutes les
ordonnances portaient dorénavant
que le crédit serait pris sur les
ressources ordinaires de l'exercice.
Le remède faisait long feu.

Sous Plémière on rétablit la
faculté de voter, il semblerait
que cela devait avoir pour effet
d'augmenter l'augmentation des
crédits supplémentaires, et n'en
fut rien. Du reste M. Magne
en 1836 essaya de mettre quelque
garantie à l'ouverture de ces
crédits, le mal devint tel qu'en
1861 Plémière lui-même
renonça à ouvrir des crédits
supplémentaires par décret. Ce
qui lui rendit sans doute la
concession facile, c'est qu'il

conservait la faculté de voter
cela dura jusqu'en 1871 et il y
eut en effet à la fin de l'Empire une
amélioration sensible. En 1871, l'
Assemblée nationale supprima
la faculté de voter : mais
il pourrait arriver, surtout dans les
circonstances où l'on se trouvait que
le gouvern. ait un besoin urgent d'argent
en l'absence de l'Assemblée : or
si d'une part il ne pourrait faire de
virements, d'autre part qu'il ne
pût ouvrir de crédits extraordinaires
par décret, il pourrait se trouver
en grand embarras. La loi prévint
le cas : elle abrogea le L. C. de 1861
et permit au gouvernement d'ouvrir
des crédits extraordinaires en cours
des ministères, après avis du Conseil
d'Etat et sans en faire satisfaction par
une loi dans les 15 jours de la
prochaine session.

Le système dura jusqu'en 1879
les augmentations de crédit variaient
beaucoup, il y eut même une
annulation de 3 ou 4 millions
en 1877, mais en réalité ces
crédits ne faisaient que s'augmenter.
En 1879 le ministre des finances
M. A. Say fit adopter une loi pour
limiter les droits du gouvern. en cette
matière et fixa de limiter
l'accroissement constant et
effrayant dans ces dernières années
(cela se chiffrait par 300 et 400
millions) des crédits extraordinaires.

Cette loi est la loi du 14
décembre 1879. Elle se produit
d'abord la distinction entre les
crédits extraordinaires et les crédits
supplémentaires qui avait été
faite déjà sous Louis-Philippe
par M. Duchâtel. Puis la loi
pose les principes suivants.

1° Aucun crédit extraordinaire
ou supplémentaire ne pourra être
ouvert par décret, il faudra toujours
une loi.

2° Par exception, si pendant une
prorogation régulière des Chambres,
il y a lieu d'ouvrir de ces crédits,
ils pourront l'être par décret ou
Conseil d'Etat, après délibération
du Conseil des ministres. Le décret
devra indiquer les renseignements sur
lesquels on prendra l'argent.

+ En outre le décret
devra être ratifié par
les Chambres dans la
même quinzaine
de leur prochain
réunion.

3° Les crédits supplémentaires
ne pourront être ouverts que pour
les services votés dont la nomen-
clature sera portée tous les ans
à la loi de finances.

Cette nomenclature est portée
dans un des états qui sont faits
chaque année à la loi de
finances. L'Etat P. Au budget
ordinaire pour les différents
ministères il y a soixante
dix sept services votés. Il
y en a à tous les ministères sauf
à celui des Beaux-Arts. Il
y en a outre trois services

Dans les budgets annexes, deux
à celui des Monnaies et médailles
et un à celui de l'imprimerie nationale.

Voilà trois ans qu'on applique
la loi de 1879, le remède ne paraît
pas avoir eu beaucoup d'efficacité
les crédits supplémentaires atteignent
toujours une haute colonne et il
n'y a pas un budget qui avec cette
façon d'opérer reste en équilibre. Le
plus souvent les crédits arrivent
à dépasser le montant ^{de l'exercice} des dépenses
ordinaires.

Examinons rapidement à quoi
peut tenir cette pratique et
s'il n'y aurait pas un remède
efficace.

A mon avis trois choses influent
sur la pratique des crédits et budgets
et surtout sur leur chiffre. Ce sont
1^o les évaluations 2^o l'époque
où le budget est voté 3^o le droit
d'initiative des députés.

Jusqu'à cette année les évaluations
budgétaires se faisaient non pas
sur les résultats de l'exercice
précédent celui du budget à
discuter mais sur ceux de l'ex-
ercice antérieur. Avec
l'accroissement constant de
la richesse publique, le produit
des impôts augmente sans cesse
de sorte qu'il résulterait d'ordinaire
plus-values, sur le chiffre des

évaluation budgétaire. En présence
de ces chiffres, l'esprit le plus
naturel d'un gouvernement ne
ne semblait embarrassé que sur
la manière de les dépenser : chaque
ministère, chaque ~~ministère~~ avait
sa petite idée pour laquelle il
venait demander un crédit
de quelques millions qu'on
ne pouvait réellement pas
lui refuser en présence de ces
erreurs excédant. Et au fin
de compte au ordonnancement tous
ces petits crédits on était surpris
de voir les excédants de dépenses.
Désormais ministres et députés
ne sont plus exposés au vertige
des millions. Une réforme
récente, a rendu les évaluations
budgétaires plus justes, on les
rapprochant plus de la vérité.
Seul-est-ce n'osera-t-on plus
demander l'ouverture de tout
de crédit, alors qu'on ne voit
pas les ressources nécessaires
pour y faire face : s'il fallait
pour un crédit demander une
aggravation des charges du pays,
on ne trouverait pas un député
pour le faire, l'intérêt électoral
à défaut de l'intérêt public
les rendrait sages.

En second lieu, un fait
qui influe beaucoup sur l'usage
des crédits supplémentaires, est
l'époque à laquelle on vote le
budget. Ainsi pour 1882 le projet
a été déposé au mois de janvier
pour la 1^{re} fois, il ne paraît pas
avoir été voté dans la session
ordinaire, il ne le sera donc qu'à
la fin de l'année. Or pour le
déposer au mois de janvier 1882
il a fallu le faire passer devant les
ministres dès le mois de septembre
1881. On peut convenir qu'il
est parfois difficile d'apprécier
au mois de septembre de 1881,
l'importance d'une dépense qui
sera effectuée dans le courant de
l'année 1882. On n'accorde
en général ou trop ou pas assez.
Si l'on accorde trop, cela empêche
par le gouvernement de tout
dépense, si l'on accorde pas
assez, cela oblige à demander
des crédits supplémentaires, et
il n'y manque jamais.

Il est bien évident que si
les prévisions se faisaient à moins
longue échéance il n'y aurait
pas d'écarts importants, et cela
diminuerait d'autant cette
source de crédits extra budgétaires.
Peut-être pourrait-on introduire
chez nous la coutume européenne
et faire commencer l'année

Budgetaire au 1^{er} avril. De
la sorte, le budget ne serait
préparé que quelques mois
avant l'exercice. On pourrait
le préparer dans les ministères
aux mois de novembre et décembre
de façon que le projet soit prêt
à la rentrée des Chambres, le
Parlement se mettrait immé-
diatement à l'étude du budget
de façon qu'il soit voté au
1^{er} avril. Il aurait ensuite tout
le temps nécessaire pour interpellé
les ministres, les soulever, voter
des lois sur le mariage ou sur le
divorce et se livrer à tous ses
exercices habituels.

Enfin le dernier fait important
sur les crédits extra budgétaires
est l'initiative laissée aux
députés en matière financière.
Et encore nous faisons bien
d'emprunter les mœurs de nos
voisins d'Outre-Manche. Les
députés pouvant demander eux-
mêmes l'ouverture d'un crédit
nouveau ou l'augmentation
d'un crédit déjà voté, il en résulte
que tantôt pour donner satisfaction
à un intérêt local, tantôt pour
avoir l'air de prendre l'initiative
d'une mesure populaire, viennent
sans cesse demander à la
Chambre d'ouvrir des crédits

Sans s'inquiéter si cet crédit
détruit ou non l'équilibre du
Budget et sans qu'il soit demandé
où le ministre prendra l'argent
nécessaire pour faire face aux
dépenses votées. La Chambre ne
sait pas opposer à ces demandes
de crédit un refus énergique et
nécessaire. Cela ne comprend, chaque
député ne peut pas refuser à son
collègue cette petite satisfaction
qu'il sera peut-être obligé de lui
demander demain à son tour et
alors les députés s'accordent cela
mutuellement, à charge de revanche.

Il serait donc à désirer que les
députés renonceraient à ce droit d'initiative
en matière financière, ce qui ne
toucherait en rien au contrôle
parlementaire. Il faudrait se
résigner à laisser au gouvernement
l'initiative de toutes les dépenses.
Nul n'est mieux placé que lui
pour constater les besoins des services
publics en souffrance et nul mieux
que lui ne connaît les ressources
avec lesquelles et dans la mesure
desquelles il peut y subvenir.

Si ces mesures étaient adoptées
il n'y aurait plus que les ministres
qui pourraient ouvrir des crédits
extra budgétaires et seulement dans
les limites indiquées dans la
loi de 1879.

Dans les cas où le ministre

de passerait ces limites, en-
droit ils seraient responsables
il est vrai qu'en fait cette
responsabilité est singulièrement
limitée; en effet la responsabilité
judiciaire du ministre n'est
pas applicable: en effet on ne
peut légalement pas faire payer
à un ministre, une somme
dépendante en fin de compte pour
un service public et toujours
en disproportion avec une fortune
privée: quant à la responsabilité
parlementaire, au jour où elle
pourrait s'exercer, le plus souvent
le ministère est tombé, et q. q.
fois le gouvernement aussi.

3. 1. 1825